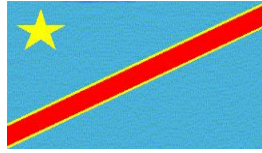


REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



**PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT LOCAL
DES 145 TERRITOIRES**

**RAPPORT DE SUIVI DE L'EXECUTION DU PDL-145T
A FIN DECEMBRE 2022**



Juin 2023

Table des matières

CONTEXTE.....	2
I. BREVE PRESENTATION DU PDL-145T ET FINANCEMENT.....	2
II. VOLETS DEMARÉS DU PDL-145T.....	4
III.EXECUTION TECHNIQUE AU 31 DECEMBRE 2022.....	6
3.1. Principales réalisations	6
3.2. Réalisations par Agence d'exécution	8
IV. EXECUTION FINANCIERE.....	12
4.1. Coût des volets démarrés et sources de financement.....	12
4.2. Ressources transférées aux Agences d'Exécution	14
4.3. Engagements par les Agences d'Exécution	17
4.4. Décaissements par les Agences d'Exécution	20
V. CONTRAINTES ET DEFIS.....	27
VI. PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS.....	28

CONTEXTE

1. Le rapport de suivi présente l'état d'avancement de la mise en œuvre du Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T) au 31 décembre 2022. Cet état d'avancement est apprécié par les activités mises en œuvre par les trois (03) Agences d'exécution. Ce rapport est structuré en quatre (04) sections, à savoir : (i) Brève présentation du PDL-145T et financement ; (ii) Exécution technique présentant les principales réalisations au 31 décembre 2022 ; (iii) Exécution financière au 31 décembre 2022 ; et enfin, (iv) Contraintes, Perspectives et Recommandations.

I. BREVE PRESENTATION DU PDL-145T ET FINANCEMENT

2. Le Programme de Développement Local des 145 Territoires (PDL-145T) est destiné au milieu rural et vise à réduire les inégalités spatiales et à transformer les conditions et cadres de vie des populations vivant dans les territoires ruraux jusque-là mal desservis par les infrastructures et services sociaux de base. Il s'inscrit dans les efforts en cours consentis par le Gouvernement de la République visant la réduction significative de la pauvreté, la lutte contre les inégalités territoriales et la promotion du développement à partir des 145 Territoires que compte la République Démocratique du Congo.
3. Le Programme, d'un coût total indicatif de 1,665 milliards USD, est structuré autour de quatre (04) composantes et comprend des paquets d'investissement dédiés à tous les territoires en fonction de leur besoins et priorités. Se basant sur le principe d'équité territoriale et sociale, chaque territoire bénéficiera d'un paquet d'investissement prioritaire évalué en moyenne à 10 millions USD par territoire.

Encadré 1. Investissements à réaliser par le PDL-145T par composante

Composantes	Paquet d'investissements
<i>Composante 1.</i> Améliorer l'accès des populations des territoires ruraux aux infrastructures et services socioéconomiques de base	<i>Infrastructures à construire, à réhabiliter et à équiper :</i> <ul style="list-style-type: none">▪ 38.936 km de routes et 444 ouvrages d'art,▪ 418 mini-centrales solaires et 471 km d'éclairage public solaire ;▪ 3.071 forages d'eau et 447 sources d'eau aménagées ;▪ 238 marchés modernes ;▪ 145 bâtiments administratifs dans les territoires, 636 bâtiments administratifs dans les secteurs et 1.450 logements dédiés aux dirigeants des territoires.▪ 1.210 écoles primaires.▪ 788 centres de santé.
<i>Composante 2.</i> Promouvoir le développement des économies rurales et des chaînes de valeur locales ;	<ul style="list-style-type: none">▪ 500.000 producteurs locaux à structurer et professionnaliser par filière porteuse ;▪ 4.340 équipements agricoles de production, traitement et transformation à acquérir ;▪ 500.000 tonnes d'intrants et semences aux producteurs locaux
<i>Composante 3.</i> Renforcer les capacités de gestion du développement local	<ul style="list-style-type: none">▪ Les acteurs dans les 145 territoires seront renforcés en capacité de gestion
<i>Composante 4.</i> Développer un système d'information géo-référencé de suivi à même de renseigner sur les progrès du programme	<ul style="list-style-type: none">▪ Acquisition d'un système interopérable d'information géo-référencé de suivi du PDL-145T

4. Le financement du PDL-145T est assuré par les ressources propres du Gouvernement ainsi que les contributions des partenaires au développement (PTFs), mais aussi des opportunités de mobilisation de ressources qu'offrent certaines initiatives nationales, régionales et internationales. Le Gouvernement s'emploie à mobiliser les ressources nécessaires en vue de la mise en œuvre des activités du programme et ce, suivant la logique de financement basée sur : (i) la non-fongibilité des ressources ; (ii) le financement par ligne budgétaire suivant les ressources mobilisées, afin de s'assurer du financement total des travaux, d'éviter les travaux inachevés et de garantir l'achèvement satisfaisant du programme ; (iii) l'utilisation des ressources dans le strict respect des principes et obligations de transparence, de traçabilité, de contrôle et d'efficacité pour garantir la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption.
5. Pour mieux garantir la mise en œuvre du Programme, trois Agences d'Exécution (AE) ont été sélectionnées, afin d'assurer le respect du cadre des résultats et de l'atteinte efficace des objectifs du programme. Il s'agit : (i) du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD); (ii) du Bureau Central de Coordination (BCeCo); et (iii) de la Cellule d'exécution des Financements en faveur des Etats Fragiles (CFEF). Cette stratégie de mise en œuvre consiste notamment à confier la gestion fiduciaire et comptable, la passation des marchés et l'exécution des contrats en toute autonomie aux Agences d'exécution dudit Programme avec l'obligation de redevabilité au Gouvernement à travers le rapport trimestriel d'exécution physique et financière.
6. Pour une mise en œuvre efficace, les 145 territoires ont été répartis en zones d'intervention en faveur de trois Agences d'exécution de la manière ci-après : (i) 54 territoires dans 9 provinces pour le PNUD ; (ii) 48 territoires dans 9 provinces pour le BCeCo ; et (iii) 43 territoires dans 7 provinces pour la CFEF.

7. Le coût global indicatif du programme s'élève à 1,665 milliards USD, à raison de : (i) 1,465 milliards USD, soit 88,0% pour les coûts des travaux des ouvrages ; (ii) 75 millions USD, soit 4,5% pour les coûts des études préalables, surveillance et contrôle des travaux ; (iii) 108 millions USD, soit 6,5% pour les frais de gestion des Agences d'Exécution ; ainsi que 17 millions USD, soit 1,0% pour les charges de coordination du programme. Ces coûts ont été calculés sur la base des prix unitaires de récents projets réalisés par le Gouvernement.

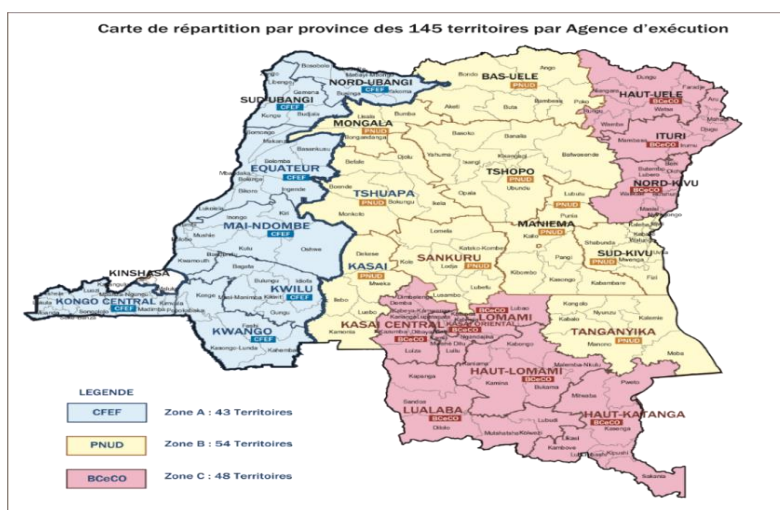


Figure 1. Coût du PDL-145T par nature des dépenses

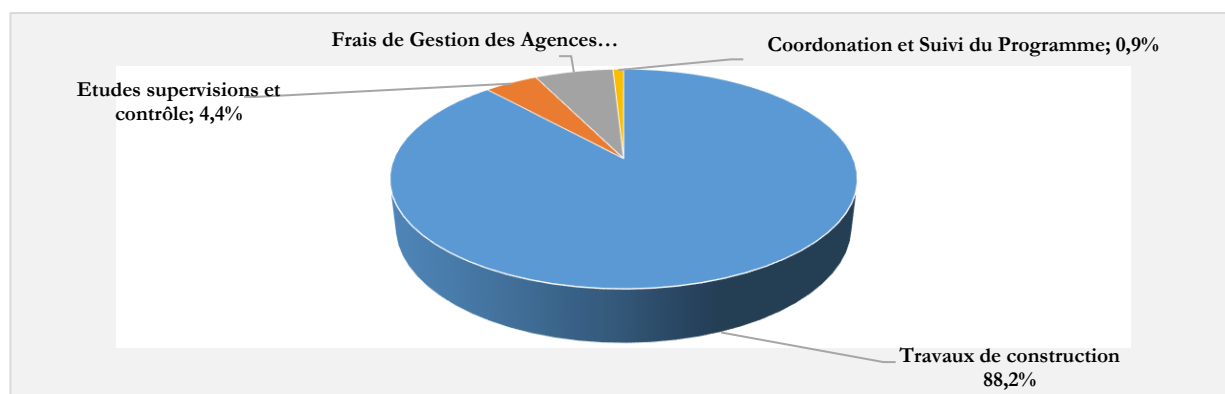
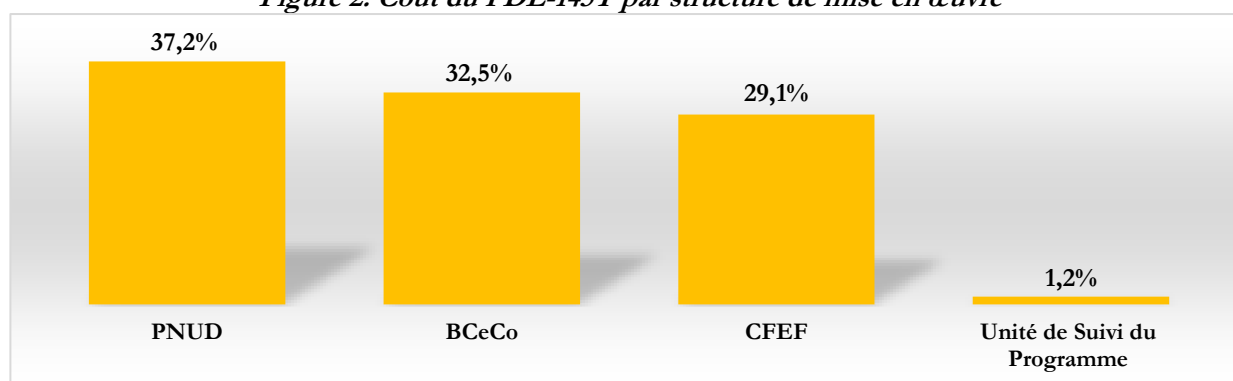


Figure 2. Coût du PDL-145T par structure de mise en œuvre



II. VOLETS DEMARES DU PDL-145T

8. Au 31 décembre 2022, le Gouvernement a démarré deux volets du PDL-145T, à savoir :
 - i. Volet 1 : Construction des écoles, centres de santé et bâtiments administratifs ;
 - ii. Volet 2 : Réhabilitation et entretien des routes de desserte agricole.

9. *Le premier volet est relatif à la construction, réhabilitation et équipement de 2.129 ouvrages, composés de 1.198 écoles, de 786 centres de santé et de 145 bâtiments administratifs. Ce premier volet des travaux vise respectivement à développer les infrastructures sociales de base (écoles, centres de santé) et à restaurer l'autorité de l'Etat (bâtiment administratif dans le chef-lieu de chaque territoire). Les activités relatives à ce volet ont démarré depuis le deuxième trimestre 2022.*

Tableau 1. Travaux du volet 1 du PDL-145T démarrés par Agence d'exécution

OUVRAGES	PNUD	BCcCo	CFEF	TOTAL
Ecoles	424	414	360	1 198
Centres de santé	283	271	232	786
Bâtiments administratifs	54	48	43	145
Total ouvrages	761	733	635	2 129
<i>Dont :</i>				
<i>Nombre de territoires</i>	<i>54</i>	<i>48</i>	<i>43</i>	<i>145</i>
<i>Nombre de provinces</i>	<i>9</i>	<i>9</i>	<i>7</i>	<i>25</i>

10. Les travaux de construction des ouvrages consistent principalement à : (i) la préparation des plans-types et des études de faisabilité sur terrain ; (ii) la sélection et la contractualisation compétitive des entreprises, fournisseurs et prestataires pour la réalisation des travaux et services ; (iii) le déploiement des entreprises et l'exécution des travaux sur terrain ; et enfin, (iv) la surveillance et le contrôle des travaux, ainsi que la réception tant provisoire que définitive des ouvrages.
11. Ce volet, évalué à 511,0 millions USD, représente 31,0% du coût du PDL-145T. Il est constitué à :
- 89,0% pour l'investissement au titre des ouvrages à construire/réhabiliter ;
 - 4,5% pour le coût des études, surveillance et contrôle et enfin ;
 - 6,5% pour les frais de gestion des Agences d'Exécution.
12. Il est financé par la quotité des ressources au titre des allocations des Droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI revenant au Trésor Public. Afin de lancer les activités, une première tranche de 300,0 millions USD a été mise à disposition des Agences en mars 2022. La deuxième tranche de 211,0 millions USD a été approuvée par le Conseil d'Administration du FMI le 29 juin 2022, afin de pourvoir à la liquidité des Agences d'exécution et ainsi, garantir leur solvabilité face à leurs engagements financiers.
13. *Le deuxième volet est relatif à la réhabilitation et entretien de plus de 38.000 km des routes de desserte agricole et des ouvrages d'art. Ce deuxième volet vise respectivement à connecter et à désenclaver les territoires afin de revivifier les économies locales et de contribuer à l'amélioration des conditions des vies des populations. Les activités relatives à ce volet ont démarré depuis le troisième trimestre 2022.*

Tableau 2. Travaux du volet 2 du PDL-145T démarrés par Agence d'exécution

OUVRAGES	PNUD	BCeCo	CFEF	TOTAL
Linéaire à réhabiliter/entretenir	15 987	12 275	11 538	39 800
Ouvrages d'art	84	200	147	431
<i>Dont :</i>				
<i>Nombre de territoires</i>	<i>54</i>	<i>48</i>	<i>43</i>	<i>145</i>
<i>Nombre de provinces</i>	<i>9</i>	<i>9</i>	<i>7</i>	<i>25</i>

14. Les travaux de réhabilitation et d'entretien consistent principalement à : (i) l'élaboration de la cartographie, la définition des normes et de l'approche harmonisée d'interventions, des études de faisabilité sur terrain ; (ii) la sélection et la contractualisation compétitive des entreprises, fournisseurs et prestataires pour la réalisation des travaux et services ; (iii) le déploiement des entreprises et l'exécution des travaux sur terrain ; et enfin, (iv) la surveillance et le contrôle des travaux, ainsi que la réception tant provisoire que définitive des ouvrages.
15. Ce volet, évalué à 261,0 millions USD, représente près de 16,0% du coût du PDL-145T. Il est constitué à :

- 88,2% pour l'investissement au titre des ouvrages à construire/réhabiliter ;
- 4,8% pour le coût des études, surveillance et contrôle et enfin ;
- 7,0% pour les frais de gestion des Agences d'Exécution.

16. Il est financé par le Gouvernement à travers les ressources propres et une partie de l'appui budgétaire obtenu de la Banque mondiale. Il sied de signaler qu'en juin 2022, la Banque mondiale a octroyé un appui budgétaire de 500 millions USD à la RDC. La première tranche de 250 millions USD approuvée par son Conseil d'Administration a été déjà transférée et sécurisée à la Banque Centrale du Congo depuis le mois d'août 2022. Le Gouvernement a décidé d'affecter une partie desdites ressources au financement de ce deuxième volet du PDL-145T. Ces ressources seront transmises aux Agences d'exécution à l'issue des études de faisabilité en cours.

III. EXECUTION TECHNIQUE AU 31 DECEMBRE 2022

17. Au 31 décembre 2022, les principales activités réalisées du PDL-145T sont :

- (i) La poursuite de la mise en œuvre des activités du premier volet relatif à la construction, réhabilitation et équipement de 2.129 infrastructures sociales et administratives, composées de 1.198 écoles, 786 centres de santé et 145 bâtiments administratifs ;
- (ii) Le démarrage du deuxième volet relatif aux travaux de réhabilitation et entretien de plus de 38.000 Km des routes de desserte agricole et de 431 ouvrages d'art, afin de désenclaver le pays et redynamiser les économies locales.

18. De manière standard, il convient de rappeler que dans le cadre du PDL-145T, le processus de réalisation des travaux des ouvrages pour tout volet consiste principalement à : (i) la préparation des études de faisabilité sur terrain ; (ii) la sélection et la contractualisation compétitive des entreprises, fournisseurs et prestataires pour la réalisation des travaux et services ; (iii) le déploiement des prestataires pour l'exécution des travaux sur terrain et des cabinets pour la surveillance et le contrôle des travaux, et enfin (iv) la réception tant provisoire que définitive des ouvrages par les structures sectorielles.

3.1. Principales réalisations

19. Au 31 décembre 2022, les principales réalisations ont porté sur le premier volet et le deuxième volet.

20. **Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du premier volet relatif à la construction, réhabilitation et équipement des infrastructures sociales et administratifs**, il a été réalisé :

- (i) *La mise en place du cadre institutionnel de coordination, de suivi et exécution du PDL-145T.* En effet, les accords de collaboration entre le Gouvernement et les Agences d'Exécution ont été signés depuis mars 2022. Aussi, le mécanisme de fonctionnement et de gestion du PDL-145T entre les Agences d'exécution et les services étatiques ont été définis et scellés par le Protocole de collaboration.

Le projet d'Ordonnance portant création, organisation et fonctionnement du cadre institutionnel de la mise en œuvre et suivi-évaluation du PDL-145T a été élaboré et adopté en Conseil des Ministres du 27 mai 2022 et vient d'être promulgué par le Chef de l'Etat depuis le 12 janvier 2023.

- (ii) *La mise en place des équipes de gestion du Programme par les trois (03) Agences d'Exécution dans les provinces leurs réparties.* Dans ce cadre, les missions de sensibilisation ont été réalisées par les trois (03) Agences d'exécution. En outre, le Ministère des Communications et des Médias, en collaboration avec les 3 Agences d'Exécution, a développé un plan de communication et une sensibilisation accrue est effectuée par le partage des réalisations du programme au grand public, à travers la mise en place d'un logo spécialisé, le lancement d'un site internet public, des publications régulières sur les réseaux sociaux (Twitter, entre autres) et des plateformes de géolocalisation.
- (iii) *Les études de faisabilité de 2.129 ouvrages à construire relatif au premier volet ont été finalisées.* Dans ce cadre, 145 missions d'études ont été déployées dans les 145 territoires, et 2.129 ouvrages à construire ont été géolocalisés dans les plateformes consultables des Agences d'exécution et du Gouvernement.
- (iv) *La préqualification des entreprises d'exécution des travaux de construction des ouvrages du volet 1 a été achevée,* à la suite des Appels à manifestations d'intérêt (AMI), de l'avis à préqualification et de l'avis général de passation des marchés lancés respectivement par le PNUD et le BCeCo, ainsi que la CFEF en vue de s'assurer de l'existence des prestataires et de leur intérêt à participer à la mise en œuvre du PDL-145T. Au total 1.726 dossiers ont été réceptionnés par les 03 Agences, à raison de 361 manifestations d'intérêts réceptionnés par la CFEF pour couvrir les 43 territoires, 805 dossiers de préqualifications enregistrés par le BCeCo pour les 48 territoires, et 560 soumissions reçues par le PNUD pour les 54 territoires, traduisent la disponibilité des prestataires à participer à la mise en œuvre du PDL-145T. En outre, le BCeCo a lancé un avis à pré qualification des entreprises ainsi qu'un appel à manifestations d'intérêt (AMI) pour le recrutement des Agences Locales d'exécution (ALE) ;
- (v) *La sélection et la signature de 86 contrats avec les entreprises et divers prestataires des marchés des travaux de construction dont 41 Agences Locales d'Exécution (ALEs) avec le BCeCo, 02 avec le PNUD, et 43 avec la CFEF ont été finalisées.* A ce jour, toutes ces entreprises et ALEs ont débuté les travaux de construction sur terrain. Le tableau ci-après donne la répartition du nombre des ouvrages par Agence d'exécution ayant connu le démarrage des travaux.

Tableau 3. Répartition du nombre des ouvrages ayant connu le démarrage des travaux par Agence d'exécution

OUVRAGES	PNUD	BCeCo	CFEF	TOTAL
Ecoles	4	189	360	553
Centres de santé	4	124	232	360
Bâtiments administratifs	4	-	43	47
Total ouvrages	12	313	635	960
Taux de démarrage	2%	43%	100%	45%
<i>Dont :</i>				
<i>Nombre de territoires</i>	4	23	43	70
<i>Nombre de provinces</i>	2	9	7	18

21. **Pour ce qui est du démarrage du deuxième volet relatif aux travaux de réhabilitation des routes de desserte agricole et des ouvrages d'art**, le Gouvernement a transféré **12 408 539 millions USD** aux 3 Agences d'Exécution pour la réalisation des études de faisabilité. A ce jour, les trois Agences d'Exécution en collaboration les Ministères des ITP (OR) et du Développement Rural (OVDA), sont en train de finaliser la cartographie des routes à réhabiliter dans le cadre du PDL-145T afin de renforcer la synergie avec d'autres programmes en cours. Les missions d'études composées des ingénieurs sont en cours de recrutement par les Agences d'Exécution en vue de leur déploiement dans les 145 territoires. Toutefois, la zone concernant la CFEF ces études sont terminées et le cahier des charges et le dossier d'appel d'offres sont en cours d'élaboration.

Les travaux de réhabilitation et entretien des routes de desserte agricole pourront démarrés une fois que les 03 Agences d'Exécution auront finalisé les études et le processus d'appel d'offres.

3.2. Réalisations par Agence d'Exécution

22. Au 31 décembre 2022, les principales réalisations portent essentiellement sur le premier et le deuxième volet du PDL-145T. Au titre des activités spécifiques réalisées par Agence d'Exécution du Programme, il y a lieu de retenir ce qui suit :

3.2.1. Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) :

- **Cadre Institutionnel et planification : Rappel de la Validation du cadre des résultats, des plans de travail et budget pluriannuel 2022- 2023 conformément au cadre Institutionnel et Opérationnel : actualisation du plan de travail et budget annuel 2023** : (i) Validation du cadre des résultats, des plans de travail et budget pluriannuel 2022-2023 conformément au cadre Institutionnel et Opérationnel : actualisation du plan de travail et budget annuel 2023 ; (ii) mise en place du dispositif opérationnel au niveau national et prise de fonction des Neuf (09) coordonnateurs provinciaux (Adhésion appropriation durabilité des investissements/infrastructures du programme dans les provinces et territoires à travers huit réunions d'information, de Sensibilisation organisées dans les Neuf

provinces avec la participation de gouverneurs, de toutes les autorités administratives, des populations et de l'ensemble des parties prenantes afin de faciliter l'adhésion et l'appropriation du programme au niveau des provinces) ; (iii) Du 29 au 30 Novembre 2022, le PNUD, en collaboration avec les deux autres agences d'exécution, a organisé un atelier de définition des caractéristiques des équipements destinés aux centres de santé, écoles primaires et bâtiments administratifs.

- **Dispositif opérationnel au niveau national et prise de fonction des Neuf (09) coordonnateurs provinciaux :** L'équipe de gestion du programme au niveau national et dans les 9 provinces est mise en place et opérationnelle. Les Neuf coordonnateurs provinciaux ont pris fonction et le déploiement des autres membres de l'équipe est en cours. Au total, chaque bureau sera composé de onze (11) personnes.
- **Adhésion appropriation durabilité des investissements/infrastructures du programme dans les provinces et territoires :** Dans ce cadre, Huit réunions d'information, de Sensibilisation ont été organisées dans les Neuf provinces. Les réunions ont regroupé les gouverneurs, toutes les autorités administratives, les populations et l'ensemble des parties prenantes afin de faciliter l'adhésion et l'appropriation du programme au niveau des provinces.
- **Mapping des entreprises et leur capacité au niveau de chaque province :** A titre d'exemple, dans la province du Bas-Uele, l'équipe a tenu des réunions avec les entreprises locales afin d'avoir une matrice actualisée. Dans le cadre de la mise en œuvre du Volet économique, une réunion de prise de contact avec la ministre de l'Agriculture est réalisée. Une réunion de partage avec les autorités locales en date du 11 novembre 22 et avec le Ministre Provincial du Plan le 16 novembre 22 sur l'état des lieux du Programme dans le Bas-Uélé;
- **Transparence et gestion des contrats : Sélection des entreprises, Signature des contrats et démarrage des travaux.** (i) Des réunions d'information sur les formalités de soumission sont organisées et largement partagées, offrant aux différents soumissionnaires potentiels des clarifications sur certaines questions et les permettre de se familiariser avec les différentes étapes pour un envoi réussi des offres en ligne ; (ii) Sélection des entreprises de constructions et des cabinets de supervision des travaux à travers les appels d'offres pour la Construction des 135 infrastructures dans 9 Provinces en RDC pour le compte du projet PDL-145T ont été lancés ; (iii) Signature des contrats et démarrage des travaux (contrat signé avec l'organisation non gouvernementale, CARITAS Congo) pour la réalisation de douze (12) infrastructures réparties comme suit : 04 bâtiments administratifs, 04 centres de santé et 04 écoles primaires dans les provinces de Mongala et Tshuapa.

3.2.2. Bureau Central de Coordination (BCECO)

- **Planification, gestion et sensibilisation sur le programme :** (i) Le système de gestion financière, comptable et de passation des marchés a été mis en place pour assurer la transparence, la traçabilité et le suivi des opérations ; (ii) Le paramétrage du Logiciel Tom2 Pro Web a été effectué pour tenir compte de la nomenclature budgétaire afin de fournir des données aux services chargés du suivi budgétaire ; (iii) Une journée d'Atelier a été organisée à l'attention des Agences Locales d'Exécution (ALE) sur la gestion opérationnelle des conventions ; (iv) Deux journées d'Atelier ont été organisées à l'attention des Petites et Moyennes Entreprises (PME) préqualifiées en vue de leur renforcement des capacités à présenter des offres de qualité permettant ainsi d'éviter l'infructuosité des marchés ; et (v) Les plans de passation des marchés (PPM) des travaux et des prestations intellectuelles ont été approuvés par la DGCMP.
- **Etudes de faisabilité et disponibilité à 100% des données de référence dans les 48 territoires et d'une base de données géolocalisée pour l'identification des sites et l'évaluation des coûts prévisionnels des ouvrages à réaliser sur base des réalités de terrain :** (i) les 48 missions¹ d'études, de collecte des données et de géolocalisation des sites ont été réalisées par le BCeCo pour les écoles primaires, les centres de Santé, et les bâtiments administratifs à construire ; et (ii) La mise en place d'une plateforme intégrant les informations de géolocalisation des sites, de suivi de la mise en œuvre en temps réel et de gestion financière sur base des données collectées par les 48 consultants déployés dans la zone d'intervention du BCeCo.
- **Sélection, préqualification des entreprises, des prestataires et des consultants et signature des contrats de service et remise symbolique des chèques et le début effectif des travaux :** (i) La négociation et la signature de 41 conventions avec les Agences Locales d'Exécution pour un montant Global de 91 574 757,06 USD couvrant 189 écoles et 124 centres de santé, soit 42,8 % du total des infrastructures ; (ii) La remise symbolique, le samedi 03 septembre 2022, des chèques comme Avances au démarrage des travaux aux Agences Locales d'Exécution ; (iii) La réception, le 12 septembre 2022, des offres des Petites et Moyennes Entreprises (PME) préqualifiées sur les 48 Bâtiments administratifs, 225 écoles et 145 centres de santé soit 57,2 % du total des infrastructures ; (iv) Le début effectif des travaux le 17 septembre 2022 par les Agences Locales d'Exécution à la suite de la signature des conventions et le paiement des avances au démarrage pour un montant de **23 032 426,88 USD** ; (Le BCeCo a procédé au recrutement et à la contractualisation de 85 Ingénieurs à Pied d'œuvre qui auront la responsabilité du contrôle des travaux ; et (v) Le BCeCo a procédé au recrutement de 24 ingénieurs pour l'identification des tronçons à réhabiliter/reconstruire dans le cadre des routes de desserte agricole. Ils travailleront avec les ingénieurs de l'OVDA pour la récolte des données utiles pour l'élaboration des dossiers d'appels d'offres.

¹ Les équipes des missions ont été composées des consultants ingénieurs et architectes accompagnés des délégués territoriaux.

3.2.3. Cellule d'Exécution des Financements en faveur des Etats Fragiles (CFEF)

- **Planification, gestion et sensibilisation sur le programme :** (i) Les systèmes de gestion financière, comptable et de passation des marchés ont été mis en place pour assurer la transparence, la traçabilité et le suivi des opérations au travers notamment le « TOM2 Pro Web » ; et enfin (ii) Un système de géolocalisation intégrés des ouvrages à construire et équiper ainsi que des voies de desserte agricole à réhabiliter et entretenir a été développé et mis en place, en se basant sur les données collectées avec « KOBO TOOL BOX »² ;
- **Etudes de faisabilité et disponibilité des données de référence et d'une base de données géolocalisée :** (i) 2ème mission d'étude relative aux voies de desserte agricole³; (ii) Les 18.425,50 Kms des linéaires, 1.386 ponts, 747 buses et 1.884 dalots des voies de desserte agricole ont été identifiés à l'issue des études de faisabilité détaillées sur base des réalités de terrain par les experts de l'Office des Voies de Desserte Agricoles (OVDA) et les consultants indépendants de la CFEF ; (iii) Les linéaires et les ouvrages d'art (ponts, buses et dalots) des voies de desserte agricole à réhabiliter, entretenir, construire et poser, ont été géolocalisés dans les plateformes consultantes en temps réel de la CFEF, à raison des 18.425,50 Kms des linéaires, 1.386 ponts, 747 buses et 1.884 dalots ; et (iv) La plateforme de suivi et évaluation du PDL-145T a été mise en place par la CFEF.
- **Recrutement des entreprises, des prestataires et des consultants et signature des contrats de service :** (i) Les équipes du Programme, composées du personnel essentiel, ont été recrutées de manière compétitive et mises en place ; (ii) Les équipes des 7 antennes de liaison en provinces, constituées d'un Ingénieur-Point focal ainsi que d'un Assistant administratif et financier par province, ont été recrutées; (iii) Les 5 missions de contrôle ont été recrutées de manière compétitive sur les sept prévues, à raison d'une mission par province pour assurer le contrôle quotidien des travaux sur terrain⁴; (iv) Les 43 entreprises des travaux de construction des 360 écoles primaires, 232 centres de santé et 43 bâtiments administratifs, ont été sélectionnées de manière compétitive⁵.
- **Développement de partenariat avec les ministères sectoriels et leurs structures techniques :** Les Protocoles d'Accord de collaboration, approuvés par le Ministère du Plan, ont été signés entre la CFEF et les trois structures techniques étatiques dédiées (la DINAC pour le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique ; la DESP pour le Ministère de la Santé ; et la DBC pour le Ministère des infrastructures et

² Ce système permet de géolocaliser les sites ainsi que les infrastructures à construire et les voies de desserte agricole à réhabiliter et entretenir, et de suivre leur exécution en temps réel. Le système est accessible sur le lien suivant : <https://geo.cfef-pdlt.com>.

³ En effet, les équipes des missions ont été constituées des consultants ingénieurs et architectes, des experts des services techniques étatiques spécialisés (DINAC, DESP, DBC, OVDA), sous la coordination des Administrateurs des territoires, les Sous-Provid, les Médecins Chefs de Zones de Santé, et les responsables territoriaux de l'OVDA. Grâce à ces missions d'études déployées dans les 43 territoires, les sites des ouvrages à construire et équiper ainsi que les voies de desserte agricole à réhabiliter et entretenir ont été identifiés, les données physiques récoltées, les bases des données élaborées, les linéaires ainsi que les ouvrages d'art ont été géolocalisés.

⁴ Ces firmes seront chargées d'assurer le contrôle des travaux de construction des écoles primaires, centres de santé et bâtiments administratifs, exécutés par les entreprises dans les 43 territoires. A cet effet, les missions de contrôle doivent affecter un délégué à pied d'œuvre (DPO) par ouvrage, afin de contrôler et suivre les travaux de construction de ce dernier, conformément aux plans, les normes techniques et les règles de l'art.

⁵ A cet effet, les contrats ont été signés au mois d'octobre 2022, les paiements des avances de 30% des marchés moyennant les garanties d'avances et de fin de bonne exécution ont été effectués en faveur des 43 entreprises sélectionnées, entre novembre et décembre 2022 ; en vue du déploiement et des approvisionnements des sites pour le démarrage des travaux de construction des ouvrages.

travaux publics) pour la construction des écoles primaires, des centres de santé et des bâtiments administratifs.

IV. EXECUTION FINANCIERE

23.L'exécution financière du PDL-145T récapitule : (i) le coût des volets démarrés et leurs sources de financement, (ii) les montants des ressources transférés aux Agences d'Exécution par le Gouvernement et enfin, (iii) le niveau d'absorption des ressources par les Agences d'Exécution en termes d'engagements et de décaissements.

24.L'exécution financière est présentée à la fois de manière consolidée du programme qui intègre les situations des trois agences d'exécution et de manière détaillée par Agence d'Exécution pour faciliter une analyse approfondie des performances financières de manière globale et par agence d'exécution du PDL-145T.

4.1. Coût des volets démarrés et sources de financement

25.Au 31 décembre 2022, deux volets du PDL-145T ont été démarrés. Leur coût total s'évalue à **772,0 millions USD**, représentant **46,4% du coût global du PDL-145T** qui se chiffre à 1,665 milliards USD. Il s'agit de :

- (i) Le volet de construction, réhabilitation et équipement de 2.102 ouvrages, évalué à environ 511,0 millions USD, soit 30,1% du coût total du PDL-145T, financé par le Gouvernement sur les ressources des allocations DTS du FMI ; représentant ainsi 30,7% du coût total du PDL-145T pour les travaux des ouvrages du volet des infrastructures (Ecoles, Centres de santé et Bâtiments administratifs).
- (ii) Le volet de réhabilitation de 38.936 km des routes de desserte agricole et des ouvrages d'arts, évalué à 261,0 millions USD, soit 16,3% du coût total du PDL-145T, financé par les ressources propres du Gouvernement et une partie de l'appui budgétaire de la Banque mondiale, représentant ainsi 15,7% du coût total du PDL-145T relatif aux travaux de réhabilitation et entretien des routes de desserte agricole ainsi que des ouvrages d'arts.

Tableau 4. Coûts des volets démarrés du PDL-145T par nature et par Agences d'Exécution au 31 décembre 2022 (En USD)

AGENCES	LIBELLES COMPOSANTES	Volet 1 (DTS) (Ecoles, Centres de santé et Bâtiments)	Volet 2 (Réhab., Entretien routes et Ouvrages d'arts)	Total Volets démarrés
PNUD	Travaux de construction	163 579 000	90 714 206	254 293 206
	Etudes, surveillance et contrôle	8 178 955	4 535 710	12 714 665
	Frais de Gestion	12 023 057	6 667 494	18 690 551
	Sous-Total 1	183 781 012	101 917 410	285 698 422
BCECO	Travaux de construction	151 793 838	77 968 534	229 762 372
	Etudes, surveillance et contrôle	7 589 692	3 898 427	11 488 119
	Frais de Gestion	11 156 847	5 730 687	16 887 534
	Sous-Total 2	170 540 377	87 597 648	258 138 025
CFEF	Travaux de construction	139 452 161	63 634 147	203 086 308
	Etudes, surveillance et contrôle	6 972 608	3 181 707	10 154 315
	Frais de Gestion	10 249 734	4 677 110	14 926 844
	Sous-Total 3	156 674 503	71 492 964	228 167 468
TOTAL	Travaux de construction	454 824 999	232 316 887	687 141 886
	Etudes, surveillance et contrôle	22 741 255	11 615 844	34 357 099
	Frais de Gestion	33 429 638	17 075 291	50 504 929
	MONTANT TOTAL	510 995 892	261 008 022	772 003 915

26. La ventilation des coûts démarrés par Agences d'exécution se présente comme suit :

- **Pour le premier volet de 511,0 millions USD** : 183,78 millions USD pour le PNUD ; 170,54 millions USD pour le BCeCo ; et 156,67 millions pour la CFEF ;
- **Pour le deuxième volet de 261,0 millions USD** : 101,9 millions USD pour le PNUD ; 87,6 millions USD pour le BCeCo ; et 71,5 millions pour la CFEF.

27. Par nature d'activités, les coûts se répartissent, à raison de : 88,2% pour les travaux, 4,8% pour les « études, surveillance et contrôle » et 7,0% pour les frais de gestion des Agences d'Exécution.

28. De manière spécifique pour les ouvrages du premier volet, il y a lieu de noter la ventilation suivante en termes des coûts sur les ressources DTS du FMI :

Tableau 5. Ventilation des coûts des travaux du 1^{er} volet du PDL-145T sur allocations DTS (En USD)

Agences d'Exécution	Nombre de territoires par Agence d'Exécution	Construction, Réhabilitation et Equipement des Ecoles	Construction, Réhabilitation et Équipements Centres de Santé	Construction, Réhabilitation et Équipements Bâtiments dans les Chefs de lieu du Territoire	Coût total des travaux [(a)+ (b)+ (c)]	Etudes, Contrôle et Surveillance	Frais de gestion	Total général
		(a)	(b)	(c)				
PNUD	54	93 859 000	58 920 000	10 800 000	163 579 000	8 178 955	12 023 057	183 781 012
BCeCo	48	86 419 730	55 774 108	9 600 000	151 793 838	7 589 692	11 156 847	170 540 377
CFEF	43	81 133 232	49 718 929	8 600 000	139 452 161	6 972 608	10 249 734	156 674 503
TOTAL	145	261 411 962	164 413 038	29 000 000	454 825 000	22 741 255	33 429 638	510 995 893
<i>En %</i>					89,0%	4,5%	6,9%	100,0%

4.2. Ressources transférées aux Agences d'Exécution

29. Au 31 décembre 2022, le Gouvernement a transféré **522,6 millions USD** aux Agences d'Exécution pour les deux volets démarrés du PDL-145T. Ce montant représente **67,74%** du coût total des deux volets démarrés et **31,4%** du coût total du PDL-145T.

Tableau 6. Ressources totales transférées par Agences d'Exécution (en USD)

AGENCES D'EXECUTION	VOLET 1 (DTS)	VOLET 2 (HORS-DTS)**	TOTAL
PNUD	183 123 256	4 853 210	187 976 466
BCECO	170 540 377	4 171 317	174 711 694
CFEF	156 522 461	3 384 012	159 906 473
TOTAL	510 186 094*	12 408 539	522 594 633

(*) Total volet 1 DTS déduit des frais bancaires du compte transit.

(**) Ressources du Gouvernement pour le financement du volet 2 du PDL-145T dans sa rubrique « Etudes de faisabilité ».

30. Les ressources transférées aux Agences d'Exécution par le Gouvernement se ventilent de manière suivante : (i) **510.186.094 USD** pour le premier volet financé sur ressources DTS du FMI, soit **99,8%** du coût total du volet 1 ; et (ii) **12.408.539 USD** pour le deuxième volet, financé sur ressources du Gouvernement hors DTS, soit **4,8%** du coût total du volet 2.

31. De manière détaillée, la situation des ressources transférées aux trois Agences d'exécution pour les volets démarrés se présente comme suit :

- **Selon la nature**, les taux de transferts de 100,0% pour les frais des « études, surveillance et contrôle », 67,80% pour les frais de gestion, et 66,07% pour les travaux de construction des ouvrages. Le transfert total des frais de la rubrique « études, surveillance et contrôle » se justifie afin de garantir la bonne exécution des travaux alors que pour les autres rubriques notamment les travaux et la gestion, le transfert des ressources aux Agences est réalisé de manière progressive suivant le niveau d'avancement sur le terrain et les plans d'engagement des Agences d'exécution.
- **En ce qui concerne les Agences**, chaque Agence d'Exécution a reçu du Gouvernement en moyenne 67,69% des ressources du coût total des deux volets démarrés du PDL-145T, étant donné que le transfert des ressources aux Agences, déjà sécurisées par le Gouvernement, est opéré de manière progressive sur base de leurs plans d'engagement.

Tableau 6.1. Ressources transférées aux Agences d'Exécution par activités au 31 décembre 2022 (en USD)

AGENCES	LIBELLES COMPOSANTES	Ressources transférées aux Agences d'Exécution			Taux de transfert des volets démarrés
		Volet 1 (DTS)	Volet 2 (Hors DTS)	Total	
PNUD	Travaux de construction	162 921 248	0	162 921 248	64,07%
	Etudes, surveillance et contrôle	8 178 951	4 535 710	12 714 661	100,00%
	Frais de Gestion	12 023 057	317 500	12 340 557	66,03%
	Sous-Total 1	183 123 256	4 853 210	187 976 466	65,80%
BCECO	Travaux de construction	151 793 838	0	151 793 838	66,07%
	Etudes, surveillance et contrôle	7 589 692	3 898 427	11 488 119	100,00%
	Frais de Gestion	11 156 847	272 890	11 429 737	67,68%
	Sous-Total 2	170 540 377	4 171 317	174 711 694	67,68%
CFEF	Travaux de construction	139 300 119	0	139 300 119	68,59%
	Etudes, surveillance et contrôle	6 972 608	3 162 628	10 135 236	99,81%
	Frais de Gestion	10 249 734	221 384	10 471 118	70,15%
	Sous-Total 3	156 522 461	3 384 012	159 906 473	70,08%
TOTAL	Travaux de construction	454 015 205	-	454 015 205	66,07%
	Etudes, surveillance et contrôle	22 741 251	11 596 765	34 338 016	99,94%
	Frais de Gestion	33 429 638	811 774	34 241 412	67,80%
	MONTANT TOTAL	510 186 094	12 408 539	522 594 633	67,69%

32. Il sied de noter que les ressources transférées cumulées au 31 décembre 2022, évaluées à **522 594 633 USD**, se composent de 66,07% pour les travaux, 99,94% pour les études, surveillance et contrôle, et 67,80% pour les frais de gestion des Agences d'Exécution.

33. Dans le cadre du suivi des ressources DTS dont la totalité a été sécurisée, le Gouvernement a opéré un troisième transfert de 210,3 millions USD aux 3 Agences d'Exécution au mois de décembre 2022, portant ainsi à un cumul de 510,19 millions USD sur le coût total prévisionnel de 511,0 millions USD, soit un taux de transfert de 100,0%.

Tableau 6.2. Ressources PDL-145T sur allocation DTS transférées aux Agences d'Exécution au 31 décembre 2022 (en USD)

AGENCES	LIBELLES COMPOSANTES	Ressources transférées aux Agences d'Exécution				
		T1-T2 (Au 30 juin)	T3 (Au 30 septembre)	T4 (Au 31 décembre)	Cumul (Au 31 décembre)	Taux de transfert volet (DTS)
PNUD	Travaux de construction	-	87 692 298	75 228 950	162 921 248	99,60%
	Etudes, surveillance et contrôle	4 334 844	3 844 107	-	8 178 951	100,00%
	Frais de Gestion	11 061 212	961 845	-	12 023 057	100,00%
	Sous-Total 1	15 396 056	92 498 250	75 228 950	183 123 256	99,64%
BCECO	Travaux de construction	-	81 374 447	70 419 392	151 793 839	100,00%
	Etudes, surveillance et contrôle	4 022 537	3 567 155	-	7 589 692	100,00%
	Frais de Gestion	10 264 299	892 548	-	11 156 847	100,00%
	Sous-Total 2	14 286 836	85 834 150	70 419 392	170 540 378	100,00%
CFEF	Travaux de construction	-	75 426 191	63 873 928	139 300 119	99,89%
	Etudes, surveillance et contrôle	3 695 482	3 277 126	-	6 972 608	100,00%
	Frais de Gestion	9 429 755	-	819 979	10 249 734	100,00%
	Sous-Total 3	13 125 237	78 703 317	64 693 907	156 522 461	99,90%
TOTAL	Travaux de construction	-	244 492 936	209 522 270	454 015 206	99,82%
	Etudes, surveillance et contrôle	12 052 863	10 688 388	-	22 741 251	100,00%
	Frais de Gestion	30 755 266	1 854 393	819 979	33 429 638	100,00%
	MONTANT TOTAL	42 808 129	257 035 717	210 342 249	510 186 095	99,84%

Source : Gouvernement et Agences d'Exécution.

34. S'agissant des ressources hors-DTS pour le financement du PDL-145T, le Gouvernement a déjà transférés aux Agences d'Exécution un montant de 12,41 millions USD pour le démarrage du deuxième volet dédié aux routes de desserte agricole, dont 11,61 millions USD pour le financement des « études de faisabilité, surveillance et contrôle » et 0,80 millions USD relatif aux frais de gestion des Agences d'Exécution. Les ressources relatives aux travaux, déjà sanctuarisées par le Gouvernement, seront transférées à l'issue des études de faisabilité et du processus de sélection compétitive des entreprises de réhabilitation des routes.

Tableau 6.3. Ressources PDL-145T Hors-DTS transférées aux Agences d'Exécution (en USD)

AGENCES	LIBELLES COMPOSANTES	Ressources transférées aux Agences d'Exécution				
		T1-T2 (Au 30 juin)	T3 (Au 30 septembre)	T4 (Au 31 décembre)	Cumul (Au 31 décembre)	Taux de transfert volet 2 (Hors-DTS)
PNUD	Travaux de construction	-	-	-	-	0,0%
	Etudes, surveillance et contrôle	-	4 535 710	-	4 535 710	100,0%
	Frais de Gestion	-	317 500	-	317 500	4,8%
	Sous-Total 1	-	4 853 210	-	4 853 210	4,8%
BCECO	Travaux de construction	-	-	-	-	0,0%
	Etudes, surveillance et contrôle	-	3 898 427	-	3 898 427	100,0%
	Frais de Gestion	-	272 890	-	272 890	4,8%
	Sous-Total 2	-	4 171 317	-	4 171 317	4,8%
CFEF	Travaux de construction	-	-	-	-	0,0%
	Etudes, surveillance et contrôle	-	-	3 181 707	3 181 707	100,0%
	Frais de Gestion	-	-	221 384	221 384	4,7%
	Sous-Total 3	-	-	3 403 091	3 403 091	4,8%
TOTAL	Travaux de construction	-	-	-	-	0,0%
	Etudes, surveillance et contrôle	-	8 434 137	3 181 707	11 615 844	100,0%
	Frais de Gestion	-	590 390	221 384	811 774	4,8%
	MONTANT TOTAL	-	9 024 527	3 403 091	12 427 618	4,8%

4.3. Engagements par les Agences d'Exécution

35. Au 31 décembre 2022, les engagements contractés par les 3 Agences d'Exécution du PDL-145T s'élève à **390,5 millions USD**, représentant **74,7%** des ressources transférées par le Gouvernement et **50,6%** du coût total des deux volets démarrés. Ces engagements sont principalement composés des coûts des activités du premier volet financé par les ressources DTS car, les ressources transférées au titre du deuxième volet ne sont pas totalement engagées dans la mesure où seules les Agences d'Exécution BCeCo et CFEF ont démarré effectivement la phase des études de faisabilité proprement dite. Toutefois, le PNUD se trouve encore dans la phase de préparation des missions d'études de faisabilité sur le terrain.

36. L'analyse par Agence d'exécution renseigne que le taux d'engagement est de 10,9% pour le PNUD, 124,9% pour le BCeCo et 95,0% pour la CFEF. Le faible taux d'engagement du PNUD se justifie par le retard enregistré dans le processus de contractualisation des entreprises des travaux de construction, contrairement au BCeCo et à la CFEF, qui ont signé les contrats respectivement avec les ALEs et entreprises.

37. L'analyse par nature d'activités indique que le taux d'engagement est à raison de : 76,8% pour les travaux ; 49,1% pour les études, surveillance et contrôle ; et 72,6% pour les frais de gestion des Agences d'exécution.

Tableau 7. Engagements consolidés des ressources PDL-145T transférées aux Agences d'exécution au 31 décembre 2022 (USD)

AGENCE	LIBELLE COMPOSANTE	Engagements (USD)				Taux d'engagement	
		T1-T2 (Au 30 juin)	T3 (Au 30 septembre)	T4 (Au 31 décembre)	Cumul (Au 31 décembre)	Ressources transférées	Volets démarrés
PNUD	Travaux de construction	-	4 519 000	-	4 519 000	2,8%	1,8%
	Etudes, surveillance et contrôle	4 000 000	-	3 274 166	7 274 166	57,2%	57,2%
	Frais de Gestion	8 608 940	-	-	8 608 940	69,8%	46,1%
	Sous-Total 1	12 608 940	4 519 000	3 274 166	20 402 106	10,9%	7,1%
BCECO	Travaux de construction	-	91 574 757	113 277 312	204 852 069	135,0%	89,2%
	Etudes, surveillance et contrôle	723 532	227 027	1 058 135	2 008 694	17,5%	17,5%
	Frais de Gestion	10 264 299	892 548	272 880	11 429 727	100,0%	67,7%
	Sous-Total 2	10 987 831	92 694 332	114 608 326	218 290 490	124,9%	84,6%
CFEF	Travaux de construction	-	139 452 161	-	139 452 161	100,1%	68,7%
	Etudes, surveillance et contrôle	3 135 629	3 836 979	600 183	7 572 791	74,7%	74,6%
	Frais de Gestion	1 351 500	2 687 600	778 519	4 817 619	46,0%	32,3%
	Sous-Total 3	4 487 129	145 976 740	1 378 702	151 842 571	95,0%	66,5%
TOTAL	Travaux de construction	-	235 545 918	113 277 312	348 823 230	76,8%	50,8%
	Etudes, surveillance et contrôle	7 859 161	4 064 006	4 932 484	16 855 651	49,1%	49,1%
	Frais de Gestion	20 224 739	3 580 148	1 051 398	24 856 285	72,6%	49,2%
	MONTANT TOTAL	28 083 900	243 190 073	119 261 194	390 535 167	74,7%	50,6%

38. De manière spécifique pour le suivi des ressources sur l'allocation DTS, le taux d'engagement au 31 décembre 2022 est de **99,8%** sur les ressources transférées aux Agences d'exécution et de **76,2%** du coût total du premier volet (construction des écoles, centres de santé et bâtiments administratifs).

39. Par ailleurs, il importe de rappeler que la totalité des engagements au 31 décembre 2022 sont essentiellement composés des coûts des activités du premier volet. Ils représentent principalement les engagements sur les ressources DTS.

Tableau 7.1. Engagements sur ressources DTS transférées aux Agences d'exécution au 31 décembre 2022

AGENCE	LIBELLE COMPOSANTE	Engagements (USD)				Taux d'engagement	
		T1-T2 (Au 30 juin)	T3 (Au 30 septembre)	T4 (Au 31 décembre)	Cumul (Au 31 décembre)	Ressources transférées	Volets 1 (DTS)
PNUD	Travaux de construction	-	4 519 000	-	4 519 000	99,6%	2,8%
	Etudes, surveillance et contrôle	4 000 000	-	3 274 166	7 274 166	100,0%	88,9%
	Frais de Gestion	8 608 940	-	-	8 608 940	100,0%	71,6%
	Sous-Total 1	12 608 940	4 519 000	3 274 166	20 402 106	99,6%	11,1%
BCECO	Travaux de construction	-	91 574 757	113 277 312	204 852 069	100,0%	135,0%
	Etudes, surveillance et contrôle	723 532	227 004	877 268	1 827 804	100,0%	24,1%
	Frais de Gestion	10 264 299	892 548	-	11 156 847	100,0%	100,0%
	Sous-Total 2	10 987 831	92 694 309	114 154 580	217 836 720	100,0%	127,7%
CFEF	Travaux de construction	-	139 452 161	-	139 452 161	99,9%	100,0%
	Etudes, surveillance et contrôle	3 135 629	3 836 979	-	6 972 608	100,0%	100,0%
	Frais de Gestion	1 351 500	2 687 600	750 000	4 789 100	100,0%	46,7%
	Sous-Total 3	4 487 129	145 976 740	750 000	151 213 869	99,9%	96,5%
TOTAL	Travaux de construction	-	235 545 918,4	113 277 312	348 823 230	99,8%	76,7%
	Etudes, surveillance et contrôle	7 859 161	4 063 983	4 151 434	16 074 578	100,0%	70,7%
	Frais de Gestion	20 224 739	3 580 148	750 000	24 554 887	100,0%	73,5%
	MONTANT TOTAL	28 083 900	243 190 049	118 178 746	389 452 695	99,8%	76,2%

Tableau 7.2. Engagements sur ressources Hors-DTS au 31 décembre 2022

AGENCE	LIBELLE COMPOSANTE	Engagements (USD)				Taux d'engagement	
		T1-T2 (Au 30 juin)	T3 (Au 30 septembre)	T4 (Au 31 décembre)	Cumul (Au 31 décembre)	Ressources transférées	Volet 2
PNUD	Travaux de construction	-	-	-	-	0,0%	0,0%
	Etudes, surveillance et contrôle	-	-	-	-	0,0%	0,0%
	Frais de Gestion	-	-	-	-	0,0%	0,0%
	Sous-Total 1	-	-	-	-	0,0%	0,0%
BCECO	Travaux de construction	-	-	-	-	0,0%	0,0%
	Etudes, surveillance et contrôle	-	23	180 867	180 890	4,6%	4,6%
	Frais de Gestion	-	-	272 880	272 880	100,0%	4,8%
	Sous-Total 2	-	23	453 746	453 770	10,9%	0,5%
CFEF	Travaux de construction	-	-	-	-	0,0%	0,0%
	Etudes, surveillance et contrôle	-	-	600183	600 183	19,0%	18,9%
	Frais de Gestion	-	-	28 519	28 519	12,9%	0,6%
	Sous-Total 3	-	-	628 702	628 702	18,6%	0,9%
TOTAL	Travaux de construction	-	-	-	-	0,0%	0,0%
	Etudes, surveillance et contrôle	-	23	781 050	781 073	6,7%	6,7%
	Frais de Gestion	-	-	301 398	301 398	37,1%	1,8%
	MONTANT TOTAL	-	23	1 082 448	1 082 471	8,7%	0,4%

4.4. Décaissements par les Agences d'Exécution

40. Au 31 décembre 2022, le cumul des décaissements pour les 3 Agences d'Exécution se situe à **104 122 813 USD**, à raison de : 13,2 millions USD pour le PNUD (soit 7,0%) ; 46,3 millions pour le BCeCo (soit 26,5%) ; et 44,6 millions pour la CFEF (soit 27,9%).
41. Ces décaissements ont été effectués, à raison de 16,8% pour les travaux, 27,1% pour les études, surveillance et contrôle, et 54,7% pour les frais de gestion des Agences d'Exécution.

Tableau 8. Décaissements consolidés du PDL-145T par Agences et par activités au 31 décembre 2022

AGENCES	LIBELLES COMPOSANTES	Décaissements				Taux de décaissement	
		T1-T2 (Au 30 juin)	T3 (Au 30 septembre)	T4 (Au 31 décembre)	Cumul (Au 31 décembre)	Ressources transférées	Volets demarés
PNUD	Travaux de construction	-	-	903 827	903 827	0,6%	0,4%
	Etudes, surveillance et contrôle	452 070	3 547 930	1 000 000	5 000 000	39,3%	39,3%
	Frais de Gestion	1 500 076	634 924	5 184 481	7 319 481	59,3%	39,2%
	Sous-Total 1	1 952 146	4 182 854	7 088 308	13 223 308	7,0%	4,6%
BCECO	Travaux de construction	-	23 032 428	15 651 422	38 683 850	25,5%	16,8%
	Etudes, surveillance et contrôle	387 690	219 996	271 770	879 456	7,7%	7,7%
	Frais de Gestion	1 275 400	1 739 129	3 676 264	6 690 793	58,5%	39,6%
	Sous-Total 2	1 663 090	24 991 553	19 599 456	46 254 099	26,5%	17,9%
CFEF	Travaux de construction	-	-	36 489 279	36 489 279	26,2%	18,0%
	Etudes, surveillance et contrôle	899 420	196 620	2 342 728	3 438 768	33,9%	33,9%
	Frais de Gestion	662 871	1 876 249	2 178 239	4 717 359	45,1%	31,6%
	Sous-Total 3	1 562 291	2 072 869	41 010 246	44 645 406	27,9%	19,6%
TOTAL	Travaux de construction	-	23 032 428	53 044 528	76 076 956	16,8%	11,1%
	Etudes, surveillance et contrôle	1 739 180	3 964 546	3 614 498	9 318 224	27,1%	27,1%
	Frais de Gestion	3 438 347	4 250 302	11 038 984	18 727 633	54,7%	37,1%
	MONTANT TOTAL	5 177 527	31 247 276	67 698 010	104 122 813	19,9%	13,5%

42. Le taux de décaissement global du PDL-145T se situe à 19,9% sur les ressources transférées aux Agences d'exécution et à 13,5% sur le montant total de l'allocation des volets démarrés.
43. Pour ce qui est des ressources de l'allocation DTS, le taux de décaissement se situe à 20,3% au 31 décembre 2022 résultant d'un taux de 7,2% pour le PNUD, 27,1% pour le BCECo et 28,1% pour la CFEF.

Tableau 8.1. Décaissements sur ressources DTS (volet 1) par Agences et par activités au 31 décembre 2022

AGENCES	LIBELLES COMPOSANTES	Décaissements				Taux de décaissement	
		T1-T2 (Au 30 juin)	T3 (Au 30 septembre)	T4 (Au 31 décembre)	Cumul (Au 31 décembre)	Ressources transférées	Volets démarrés
PNUD	Travaux de construction	-	-	903 827	903 827	0,6%	0,55%
	Etudes, surveillance et contrôle	452 070	3 547 930	1 000 000	5 000 000	61,1%	61,13%
	Frais de Gestion	1 500 076	634 924	5 184 481	7 319 481	60,9%	60,88%
	Sous-Total 1	1 952 146	4 182 854	7 088 308	13 223 308	7,2%	7,20%
BCECO	Travaux de construction	-	23 032 428	15 651 422	38 683 850	25,5%	25,48%
	Etudes, surveillance et contrôle	387 690	219 973	262 313	869 976	11,5%	11,46%
	Frais de Gestion	1 275 400	1 739 129	3 676 264	6 690 793	60,0%	59,97%
	Sous-Total 2	1 663 090	24 991 530	19 589 999	46 244 619	27,1%	27,12%
CFEF	Travaux de construction	-	-	36 489 279	36 489 279	26,2%	26,17%
	Etudes, surveillance et contrôle	899 420	196 620	1 742 545	2 838 585	40,7%	40,71%
	Frais de Gestion	662 871	1 876 249	2 149 720	4 688 840	45,7%	45,75%
	Sous-Total 3	1 562 291	2 072 869	40 381 544	44 016 704	28,1%	28,09%
TOTAL	Travaux de construction	-	23 032 428	53 044 528	76 076 956	16,8%	16,7%
	Etudes, surveillance et contrôle	1 739 180	3 964 523	3 004 858	8 708 561	38,3%	38,3%
	Frais de Gestion	3 438 347	4 250 302	11 010 465	18 699 114	55,9%	55,9%
	MONTANT TOTAL	5 177 527	31 247 253	67 059 851	103 484 631	20,3%	20,3%

*Tableau 8.2. Décaissements sur ressources Hors - DTS (volet 2) par Agences
au 31 décembre 2022*

AGENCES	LIBELLES COMPOSANTES	Décaissements				Taux de decaissement	
		T1-T2 (Au 30 juin)	T3 (Au 30 septembre)	T4 (Au 31 décembre)	Cumul (Au 31 décembre)	Ressources transférées	Volets demaérés
PNUD	Travaux de construction	-	-	-	-	-	-
	Etudes, surveillance et contrôle	-	-	-	-	-	-
	Frais de Gestion	-	-	-	-	-	-
	Sous-Total 1	-	-	-	-	-	-
BCECO	Travaux de construction	-	-	-	-	-	-
	Etudes, surveillance et contrôle	-	23	9 457	9 480	0,2%	0,2%
	Frais de Gestion	-	-	-	-	-	-
	Sous-Total 2	-	23	9 457	9 480	0,2%	0,0%
CFEF	Travaux de construction	-	-	-	-	-	-
	Etudes, surveillance et contrôle	-	-	600 183	600 183	19,0%	18,9%
	Frais de Gestion	-	-	28 519	28 519	12,9%	0,6%
	Sous-Total 3	-	-	628 702	628 702	18,6%	0,9%
TOTAL	Travaux de construction	-	-	-	-	-	0,0%
	Etudes, surveillance et contrôle	-	23	609 640	609 663	5,3%	5,2%
	Frais de Gestion	-	-	28 519	28 519	3,5%	0,2%
	MONTANT TOTAL	-	23	638 159	638 182	5,1%	0,2%

Tableau 9. Allocation DTS : Situation consolidée des ressources DTS transférées, engagées et décaissées par les Agences d'Exécution au 31 décembre 2022

AGENCE	LIBELLE COMPOSANTE	Ressources transférées aux agences				Engagements				Décaissements				Taux d'exécution financière		
		T1-T2 (2022) (Au 30 juin)	T3 (2022) (Au 30 septembre)	T4 (2022) (Au 31 décembre)	Cumul (31 déc. 2022)	T1-T2 (2022) (Au 30 juin)	T3 (2022) (Au 30 septembre)	T4 (2022) (Au 31 décembre)	Cumul (31 déc. 2022)	T1-T2 (2022) (Au 30 juin)	T3 (2022) (Au 30 septembre)	T4 (2022) (Au 31 décembre)	Cumul (31 déc. 2022)	Taux de transfert	Taux d'engagement	Taux de decaissement
PNUD	Travaux de construction (Ecoles, Centre de santé et Bâtiments administratifs)	-	87 692 298	75 228 950	162 921 248	-	4 519 000	-	4 519 000	-	-	903 827	903 827	99,6%	2,8%	0,6%
	Etudes, surveillance et contrôle (5% du montant des activités)	4 334 844	3 844 107	-	8 178 951	4 000 000	-	3 274 166	7 274 166	452 070	3 547 930	1 000 000	5 000 000	100,0%	88,9%	61,1%
	Frais de Gestion(7% du montant des activités)	11 061 212	961 845	-	12 023 057	8 608 940	-	-	8 608 940	1 500 076	634 924	5 184 481	7 319 481	100,0%	71,6%	60,9%
	Sous-Total 3	15 396 056	92 498 250	75 228 950	183 123 256	12 608 940	4 519 000	3 274 166	20 402 106	1 952 146	4 182 854	7 088 308	13 223 308	99,6%	11,1%	7,2%
BCECO	Travaux de construction (Ecoles, Centre de santé et Bâtiments administratifs)	-	81 374 447	70 419 392	151 793 839	-	91 574 757	113 277 312	204 852 069	-	23 032 428	15 651 422	38 683 850	100,0%	135,0%	25,5%
	Etudes, surveillance et contrôle (5% du montant des activités)	4 022 537	3 567 155	-	7 589 692	723 532	227 004	877 268	1 827 804	387 690	219 973	262 313	869 976	100,0%	24,1%	11,5%
	Frais de Gestion(7% du montant des activités)	10 264 299	892 548	-	11 156 847	10 264 299	892 548	-	11 156 847	1 275 400	1 739 129	3 676 264	6 690 793	100,0%	100,0%	60,0%
	Sous-Total 1	14 286 836	85 834 150	70 419 392	170 540 378	10 987 831	92 694 309	114 154 580	217 836 720	1 663 090	24 991 530	19 589 999	46 244 619	100,0%	127,7%	27,1%
CFEF	Travaux de construction (Ecoles, Centre de santé et Bâtiments administratifs)	-	75 426 191	63 873 928	139 300 119	-	139 452 161	-	139 452 161	-	-	36 489 279	36 489 279	99,9%	100,0%	26,2%
	Etudes, surveillance et contrôle (5% du montant des activités)	3 695 482	3 277 126	-	6 972 608	3 135 629	3 836 979	-	6 972 608	899 420	196 620	1 742 545	2 838 585	100,0%	100,0%	40,7%
	Frais de Gestion(7% du montant des activités)	9 429 755	-	819 979	10 249 734	1 351 500	2 687 600	750 000	4 789 100	662 871	1 876 249	2 149 720	4 688 840	100,0%	46,7%	45,7%
	Sous-Total 2	13 125 237	78 703 317	64 693 907	156 522 461	4 487 129	145 976 740	750 000	151 213 869	1 562 291	2 072 869	40 381 544	44 016 704	99,9%	96,5%	28,1%
TOTAL	Travaux de construction	-	244 492 936	209 522 270	454 015 206	-	235 545 918	113 277 312	348 823 230	-	23 032 428	53 044 528	76 076 956	99,8%	76,7%	16,7%
	Etudes, surveillance et contrôle	12 052 863	10 688 388	-	22 741 251	7 859 161	4 063 983	4 151 434	16 074 578	1 739 180	3 964 523	3 004 858	8 708 561	100,0%	70,7%	38,3%
	Frais de Gestion	30 755 266	1 854 393	819 979	33 429 638	20 224 739	3 580 148	750 000	24 554 887	3 438 347	4 250 302	11 010 465	18 699 114	100,0%	73,5%	55,9%
	MONTANT TOTAL	42 808 129	257 035 717	210 342 249	510 186 095	28 083 900	243 190 049	118 178 746	389 452 695	5 177 527	31 247 253	67 059 851	103 484 631	99,8%	76,2%	20,3%
	Pour mémoire :															
	Frais bancaires Comptes de transit DTS (vir. PNUD)				809 797											
	COUT TOTAL DTS				510 995 892											

Source : Chiffres consolidés des Agences d'Exécution.

**Tableau 10. Synthèse consolidée des ressources totales sur les montants transférés, engagements et décaissements par les Agences d'Exécution
au 31 décembre 2022**

		Coût Total Volet 1 et 2	Montant Transférés	Engagements	Decaissements	Taux d'Execution financière		
						Taux de transfert	Taux d'engagement	Taux de décaissement
AGENCES								
	PNUD	285 698 422	187 976 466	20 402 106	13 223 308	65,8%	10,9%	7,0%
	BCeCo	258 138 025	174 711 695	218 290 490	46 254 099	67,7%	124,9%	26,5%
	CFEF	228 167 468	159 906 473	151 842 571	44 645 406	70,1%	95,0%	27,9%
	TOTAL	772 003 915	522 594 634	390 535 167	104 122 813	67,7%	74,7%	19,9%
COMPOSANTES								
	Travaux de construction	687 141 886	454 015 206	348 823 230	76 076 956	66,1%	76,8%	16,8%
	Etudes, surveillance et contrôle	34 357 099	34 338 016	16 855 651	9 318 224	99,9%	49,1%	27,1%
	Frais de Gestion	50 504 929	34 241 412	24 856 285	18 727 633	67,8%	72,6%	54,7%
	TOTAL	772 003 915	522 594 634	390 535 167	104 122 813	67,7%	74,7%	19,9%
AGENCES								
	LIBELLES COMPOSANTES	Coût Total Volet 1 et 2	Montant Transférés	Engagements	Decaissements	Taux de transfert	Taux d'engagement	Taux de décaissement
PNUD	Travaux de construction	254 293 206	162 921 248	4 519 000	903 827	64,1%	2,8%	0,6%
	Etudes, surveillance et contrôle	12 714 665	12 714 661	7 274 166	5 000 000	100,0%	57,2%	39,3%
	Frais de Gestion	18 690 551	12 340 557	8 608 940	7 319 481	66,0%	69,8%	59,3%
	Sous-Total 1	285 698 422	187 976 466	20 402 106	13 223 308	65,8%	10,9%	7,0%
BCECO	Travaux de construction	229 762 372	151 793 839	204 852 069	38 683 850	66,1%	135,0%	25,5%
	Etudes, surveillance et contrôle	11 488 119	11 488 119	2 008 694	879 456	100,0%	17,5%	7,7%
	Frais de Gestion	16 887 534	11 429 737	11 429 727	6 690 793	67,7%	100,0%	58,5%
	Sous-Total 2	258 138 025	174 711 695	218 290 490	46 254 099	67,7%	124,9%	26,5%
CFEF	Travaux de construction	203 086 308	139 300 119	139 452 161	36 489 279	68,6%	100,1%	26,2%
	Etudes, surveillance et contrôle	10 154 315	10 135 236	7 572 791	3 438 768	99,8%	74,7%	33,9%
	Frais de Gestion	14 926 844	10 471 118	4 817 619	4 717 359	70,1%	46,0%	45,1%
	Sous-Total 3	228 167 468	159 906 473	151 842 571	44 645 406	70,1%	95,0%	27,9%
TOTAL	Travaux de construction	687 141 886	454 015 206	348 823 230	76 076 956	66,1%	76,8%	16,8%
	Etudes, surveillance et contrôle	34 357 099	34 338 016	16 855 651	9 318 224	99,9%	49,1%	27,1%
	Frais de Gestion	50 504 929	34 241 412	24 856 285	18 727 633	67,8%	72,6%	54,7%
	MONTANT TOTAL	772 003 915	522 594 634	390 535 167	104 122 813	67,7%	74,7%	19,9%

**Tableau 10.1. Synthèse de l'allocation DTS sur les montants transférés, engagements et décaissements par les Agences d'Exécution
au 31 décembre 2022**

AGENCES	LIBELLES COMPOSANTES	Coût Total Volet 1	Montant Transférés	Engagements	Decaissements	Taux d'Exécution financière		
						Taux de tranfert	Taux d'engagement	Taux de decaissement
PNUD	Travaux de construction	163 579 000	162 921 248	4 519 000	903 827	99,6%	2,8%	0,6%
	Etudes, surveillance et contrôle	8 178 955	8 178 951	7 274 166	5 000 000	100,0%	88,9%	61,1%
	Frais de Gestion	12 023 057	12 023 057	8 608 940	7 319 481	100,0%	71,6%	60,9%
	Sous-Total 1	183 781 012	183 123 256	20 402 106	13 223 308	99,6%	11,1%	7,2%
BCECO	Travaux de construction	151 793 838	151 793 839	204 852 069	38 683 850	100,0%	135,0%	25,5%
	Etudes, surveillance et contrôle	7 589 692	7 589 692	1 827 804	869 976	100,0%	24,1%	11,5%
	Frais de Gestion	11 156 847	11 156 847	11 156 847	6 690 793	100,0%	100,0%	60,0%
	Sous-Total 2	170 540 377	170 540 378	217 836 720	46 244 619	100,0%	127,7%	27,1%
CFEF	Travaux de construction	139 452 161	139 300 119	139 452 161	36 489 279	99,9%	100,0%	26,2%
	Etudes, surveillance et contrôle	6 972 608	6 972 608	6 972 608	2 838 585	100,0%	100,0%	40,7%
	Frais de Gestion	10 249 734	10 249 734	4 789 100	4 688 840	100,0%	46,7%	45,7%
	Sous-Total 3	156 674 503	156 522 461	151 213 869	44 016 704	99,9%	96,5%	28,1%
TOTAL	Travaux de construction	454 824 999	454 015 206	348 823 230	76 076 956	99,8%	76,7%	16,7%
	Etudes, surveillance et contrôle	22 741 255	22 741 251	16 074 578	8 708 561	100,0%	70,7%	38,3%
	Frais de Gestion	33 429 638	33 429 638	24 554 887	18 699 114	100,0%	73,5%	55,9%
	MONTANT TOTAL	510 995 892	510 186 095	389 452 695	103 484 631	99,8%	76,2%	20,3%

Tableau 10.2. Synthèse hors allocation DTS des montants transférés, engagés et décaissés par les Agences par les Agences d'Exécution au 31 décembre 2022

		Coût Total Volet 2	Montant Transférés	Engagements	Decaissements	Taux d'Execution financière		
						Taux de tranfert	Taux d'engagement	Taux de decaissement
AGENCES								
	PNUD	101 917 410	4 853 210	0	0	4,8%	0,0%	0,0%
	BCeCo	87 597 648	4 171 317	453 770	9 480	4,8%	10,9%	0,2%
	CFEF	71 492 964	3 384 012	628 702	628 702	4,8%	18,6%	18,6%
	TOTAL	261 008 022	12 408 539	1 082 471	638 182	4,8%	8,7%	5,1%
COMPOSANTES								
	Travaux de construction	232 316 887	0	0	0	0,0%	0,0%	0,0%
	Etudes, surveillance et contrôle	11 615 844	11 596 765	781 073	609 663	100,0%	6,7%	5,3%
	Frais de Gestion	17 075 291	811 774	301 398	28 519	4,8%	37,1%	3,5%
	TOTAL	261 008 022	12 408 539	1 082 471	638 182	4,8%	8,7%	5,1%
AGENCES	LIBELLES COMPOSANTES	Coût Total Volet 2	Montant Transférés	Engagements	Decaissements	Taux de tranfert	Taux d'engagement	Taux de decaissement
PNUD	Travaux de construction	90 714 206	-	-	-	0,0%	0,0%	0,0%
	Etudes, surveillance et contrôle	4 535 710	4 535 710	-	-	100,0%	0,0%	0,0%
	Frais de Gestion	6 667 494	317 500	-	-	4,8%	0,0%	0,0%
	Sous-Total 1	101 917 410	4 853 210	-	-	4,8%	0,0%	0,0%
BCECO	Travaux de construction	77 968 534	-	-	-	0,0%	0,0%	0,0%
	Etudes, surveillance et contrôle	3 898 427	3 898 427	180 890	9 480	100,0%	4,6%	0,2%
	Frais de Gestion	5 730 687	272 890	272 880	-	4,8%	100,0%	0,0%
	Sous-Total 2	87 597 648	4 171 317	453 770	9 480	4,8%	10,9%	0,2%
CFEF	Travaux de construction	63 634 147	-	-	-	0,0%	0,0%	0,0%
	Etudes, surveillance et contrôle	3 181 707	3 162 628	600 183	600 183	100,0%	19,0%	19,0%
	Frais de Gestion	4 677 110	221 384	28 519	28 519	4,7%	12,9%	12,9%
	Sous-Total 3	71 492 964	3 384 012	628 702	628 702	4,8%	18,6%	18,6%
TOTAL	Travaux de construction	232 316 887	-	-	-	0,0%	0,0%	0,0%
	Etudes, surveillance et contrôle	11 615 844	11 596 765	781 073	609 663	100,0%	6,7%	5,3%
	Frais de Gestion	17 075 291	811 774	301 398	28 519	4,8%	37,1%	3,5%
	MONTANT TOTAL	261 008 022	12 408 539	1 082 471	638 182	4,8%	8,7%	5,1%

44. Comparée aux ressources effectivement encaissées par les Agences d'Exécution, la capacité d'absorption se situe globalement à 19,9% au 31 décembre 2022 et sur ressources DTS à 20,3%. Par Agence d'Exécution, elle se situe à 27,9% pour la CFEF, 26,5% pour le BCeCO, et 7,0 % pour le PNUD.

V. CONTRAINTES ET DEFIS

45. De manière globale, la mise en œuvre du PDL-145T est confrontée aux principales contraintes et défis ci-après :
- *L'accessibilité difficile des sites par manque d'infrastructures.* L'enclavement du territoire national et l'état de délabrement très avancé du réseau routier rend très difficile l'accès aux différents sites ruraux de construction des ouvrages. La persistance de cette situation perturberait le plan de déploiement des entreprises prestataires ainsi que l'acheminement des équipements et des matériaux de construction, occasionnant ainsi des retards sur les échéances de livraison des ouvrages attendus du PDL-145T.
 - *La contrainte du respect des délais réglementaires et des procédures d'approbation des marchés* de construction, de surveillance et de contrôle des travaux par les autorités approbatrices compétentes (DGCMP, Ministre du Budget et Premier Ministre). En effet, les seuils de certains marchés exigent une revue a priori qui allongent les délais d'approbation et par conséquent retardent l'exécution du programme ;
 - *L'agression du M23 soutenue par le Rwanda dans la partie Est du pays ainsi que la persistance des conflits intercommunautaires dans certains territoires.* Cette situation pourrait, si elle persiste, constituer un problème important pour le déploiement des équipes, des prestataires à l'acheminement des équipements matériels et matériaux, à la mise en œuvre du PDL-145T dans la province ;
 - *L'absence des institutions bancaires dans certains territoires.* Certains territoires ne disposent pas de banques et le manque de liquidité là où les guichets existent, ce qui ne facilite pas les transferts et les transactions financières nécessaires pour l'exécution du Programme ;
 - *Indisponibilité du réseau.* Les Neuf provinces malgré le fait qu'elles soient couvertes par certains opérateurs téléphoniques connaissent des perturbations incessantes des réseaux. Tous les territoires des Bas-Uele, Mongala, Tshuapa ont particulièrement des problèmes de réseau téléphonique quel que soit l'opérateur.
 - *Non maîtrise suffisante des procédures du PNUD par les entreprises contractantes.* Les entreprises contractées par le PNUD pour l'exécution des travaux et services ne disposent pas de connaissances suffisantes en matière des procédures de gestion technique et financière des projets financés, ce qui occasionne le risque de perte des ressources et rallonge les délais de traitement des dossiers et des paiements ;
 - *Difficulté d'accès aux garanties bancaires par les PME.* La faible capacité du secteur financier national à garantir les volumes de contrats des travaux à des conditions abordables pour les PME, rallonge le délai pour l'obtention de garantie auprès des banques, retardant ainsi le déploiement sur terrain.

VI. PERSPECTIVES ET RECOMMANDATIONS

46. Pour l'année 2023, il est envisagé la montée en puissance des activités du PDL-145T et la concrétisation de ce programme à travers la livraison des premiers ouvrages au bénéfice des territoires et des populations. A cet effet, le Gouvernement entend accélérer les travaux de construction des ouvrages (écoles, centres de santé et bâtiments administratifs), de réhabilitation des routes rurales, de démarrage des travaux d'électrification et d'adduction d'eau, ainsi que de développement des chaînes de valeurs agricoles.
47. Ainsi, pour accélérer le rythme de la mise en œuvre du PDL-145T, il est recommandé ce qui suit :
- (i) Accélérer le processus de sélection et de contractualisation des entreprises de construction des ouvrages par le PNUD afin de livrer les infrastructures dans les délais attendus.
 - (ii) Opérationnaliser les structures de pilotage et de suivi du PDL-145T (organes de pilotage, unité de suivi ainsi que des comités provinciaux et territoriaux) à la suite de la promulgation de l'ordonnance présidentielle y afférente ;
 - (iii) Renforcer le dispositif d'harmonisation des approches d'intervention et des outils de suivi des Agences d'Exécution, y compris les procédures d'exécution et de reporting avec le Gouvernement.
 - (iv) Accélérer les études de faisabilité pour le volet 2 par les Agences d'exécution (PNUD, BCeCo) et décaisser la totalité des ressources dédiées aux études de faisabilité des autres composantes du PDL-145T ;
 - (v) Décaisser les ressources pour le démarrage du troisième volet des travaux du PDL-145T relatifs à l'électrification rurale et l'adduction d'eau potable.
-